

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 06 juillet 2022**  
(Convocation du 30 juin 2022)

Aujourd'hui, le 06 juillet 2022 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

**OBJET : Ressources humaines - Modalités de mise en œuvre de la durée légale du travail****Exposé des motifs :**

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a organisé la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures.

Un **délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes** a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents et ce, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022 au plus tard.

Pour rappel, la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique.

La durée annuelle de travail ne peut excéder 1607 heures pour un agent à temps complet, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies. Elle est fixée au prorata temporis pour les agents à temps non complet et à temps partiel.

L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement peut, après avis du comité technique compétent, réduire la durée annuelle de travail pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, et notamment en cas de travail de nuit, de travail le dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipes, de modulation importante du cycle de travail ou de travaux pénibles ou dangereux.

Le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier du cycle hebdomadaire jusqu'au cycle annuel.

Le Président rappelle que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services et afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, il convient parfois d'instaurer pour les différents services de l'établissement des cycles de travail différents *ou un cycle de travail commun*.

Le temps de travail peut également être annualisé notamment pour les services alternant des périodes de haute activité et de faible activité.

Dans ce cadre, l'annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

- Répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes de faible activité ou d'inactivité
- Maintenir une rémunération identique tout au long de l'année, c'est-à-dire y compris pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité

Les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l'agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes de faible activité ou d'inactivité.

Concernant l'établissement public, il est précisé que l'organisation et le fonctionnement des services s'articule sur un cycle de travail commun à tous les personnels.

En fonction de l'organisation du travail retenue par la collectivité, les agents peuvent être amenés à travailler de manière permanente plus de 1607 heures annuelles générant ainsi des jours RTT.

Les collectivités définissent librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :



Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	5 semaines de congés payés
Jour de fractionnement	1 ou 2 jours uniquement accordés si l'agent en remplit les conditions
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre d'heures travaillées = Nb de jours x 7 heures, soit 228 jours x 7 heures	1596 heures, arrondi à 1600 heures
Journée de solidarité	+ 7 heures
<b>Total en heures :</b>	<b>1 607 heures</b>

En outre, le Président précise à l'assemblée que l'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

1. La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
2. L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
3. Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
4. Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
5. Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.
6. Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;

Le Président propose à l'assemblée :

### 1 - Fixation de la durée annuelle de travail

Le temps de travail annuel en vigueur au sein de l'établissement pour un agent à temps complet est confirmé à 1607 heures pour les agents à temps non complet et à temps partiel, le temps de travail annuel est fixé au prorata temporis.

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	5 semaines de congés payés
Jour de fractionnement	1 ou 2 jours uniquement accordés si l'agent en remplit les conditions
Jours fériés	-8
Nombre de jours RTT	-7
Nombre de jours travaillés	= 221

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



Nombre d'heures travaillées = Nb de jours x 7 heures 15mn, soit 221 jours x 7.25 heures	1602 heures, arrondi à 1600 heures
Journée de solidarité	+ 7 heures
<b>Total en heures :</b>	<b>1 607 heures</b>

## **2 - Fixation de la durée hebdomadaire de travail**

Le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de l'établissement est fixé à 36 heures 15mn pour l'ensemble des agents.

Compte-tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, les agents bénéficieront, après application du jour de solidarité, de 7 jours de réduction de temps de travail (ARTT), sous réserves des nécessités de service.

## **3 - Détermination du (ou des) cycle(s) de travail**

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation du cycle de travail au sein des services de l'établissement est fixée comme suit ; 72h30mn sur une période bihebdomadaire.

*Les horaires de travail seront définis en accord avec l'autorité territoriale pour assurer la continuité de service selon les modalités type ci-dessous.*

### **- Services administratifs et techniques**

*Du lundi au vendredi : 36h15 sur 5 jours ou 72h30 sur 10 jours*

*Horaires variables*

*Plages horaires communes obligatoires de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00*

### **Exemple d'un cycle bihebdomadaire**

*Les horaires de travail seront définis en accord avec l'autorité territoriale pour assurer la continuité de service.*

### **- Exemples d'organisation**

*1er cycle de travail prévu :*

*Du lundi au vendredi, 36 heures 15 en moyenne sur deux semaines :*

#### **- 1<sup>ère</sup> semaine, 40 heures sur 5 jours**

*Plages horaires de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 sur 5 jours*

#### **- 2<sup>ème</sup> semaine, 32 heures 30mn sur 4 jours avec un jour fixe non travaillé**

*Plages horaires de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 sur 2 jours*

*Plages horaires de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h15 sur 2 jours*

*Ou 2<sup>ème</sup> cycle de travail prévu :*

*Du lundi au vendredi, 36 heures 15 en moyenne sur 5 jours :*

*Plages horaires de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 sur 4 jours*

*Plages horaires de 8h00 à 12h15 sur 1 jour*

### **Exemples d'un cycle hebdomadaire à 36 heures 15mn avec jours RTT**

*Du lundi au samedi : 36 heures 15mn sur 5 jours*

*Plages horaires de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 sur 4 jours*

*Plages horaires de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h15 sur 1 jour*

*Les agents bénéficieront de 7 jours de RTT par an. Ils pourront poser les jours de RTT librement au cours de l'année.*



#### **4 - Temps de repas**

Dans l'établissement le temps de repas est fixé à minimum 45 mn dans la limite d'une pause méridienne de 2h00.

Il n'est pas intégré dans le temps de travail des agents

#### **5 - Journée de solidarité**

Compte tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, la journée de solidarité, afin d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, est réalisée dans les conditions suivantes :

- par la réduction du nombre de jours ARTT
- ou
- en travaillant un jour férié à l'exception du 1<sup>er</sup> mai

Vu la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées instituant une journée de solidarité,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (article 47),

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Considérant l'avis favorable du comité technique en date du 20 juin 2022,

#### **LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

#### **DECIDE**

##### **Article 1**

- d'adopter les propositions et les modalités présentées ci-dessus,
- ces modalités prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> août 2022,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

##### **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 06 juillet 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE